

De la honte (et de la contrition)

Scroller jour et nuit. Des noms, encore des noms. Le geste est devenu pornographique. Mon manque de pudeur, peut-être. Le sentiment d'engloutir des coupables pour assouvir quelque chose. L'impression d'avoir goûté au sang et, d'une certaine façon, d'y avoir droit. Plus, toujours plus de têtes coupées. Et les témoignages continuent d'affluer¹. Ce que l'on attend de moi : l'écoute, le soutien, la contrition et l'humilité. Je compatis, je tente de panser mes blessures et celles de mon équipe, même si je remercie des ami·es, des collaborateur·rices. Une rédactrice en chef exemplaire doit être sensible et inflexible, se montrer douce et ferme tout à la fois, ne pas se plaindre et agir avec clairvoyance, mais c'est tout simplement impossible. Surtout que la nuance est rare. Bon ou méchant chien, agresseur sadique ou victime parfaite. Carrément bannir ou accueillir éternellement.

En lisant ces témoignages, j'ai été dégoûtée par mon travail. Le capital symbolique qu'il mobilise, les décisions qu'il implique. J'ai toujours édité des textes, pas des personnes. Dans la tourmente, j'ai dû me faire juge et avocate et j'ai côtoyé le réflexe policier de beaucoup trop près. À ce lourd capital s'est ajoutée une responsabilité envers celles et ceux qui ont témoigné. Une responsabilité envers les lecteur·rices de *LQ*, aussi. Cependant, ce processus n'a absolument pas fait de moi une personne apte à appliquer des sentences ou à rendre des verdicts à la suite de gestes dénoncés.

Je ne suis pas la seule dans cette situation. Des femmes avec qui j'ai échangé (éditrices, journalistes, responsables de festivals, de programmations, d'émissions) se sont senties coincées dans des positions intenable. Elles devaient prendre dans l'urgence des décisions trop grandes pour elles, sans jamais disposer des outils pour le faire, sans pouvoir encore mesurer toute la douleur et la rage sourdes des témoignages, pas plus que la toxicité du milieu dans lequel nous évoluons. Nous chuchotons les mots « réhabilitation », « *cancel culture* » et « éducation » sans pouvoir les interroger à voix haute.

Les personnes impliquées dans ces groupes de discussion privés ont choisi de ne pas nommer publiquement les agresseurs ; elles ont plutôt rédigé un communiqué² qui analyse la culture du silence ainsi que les mythes patriarcaux favorisant les violences et décrit leurs conséquences sur les victimes. Ce texte émet aussi un certain nombre de demandes pour que cesse cette culture.

En quinze ans dans le milieu littéraire, j'ai dû moi-même, un nombre incalculable de fois, repousser des avances déplacées, taire des comportements limites. Je me suis cachée lors de la visite au bureau de *LQ* d'un éditeur (un homme « intouchable ») que je savais dangereux pour laisser mes collègues masculins lui parler, sans qu'il me voie ou m'associe au magazine.

« On vous croit » est devenue la seule réponse possible. Et j'ai cru celles et ceux qui ont pris la parole. Nous avons refait la séance photo avec Kevin Lambert. Pour m'empêcher de tout plaquer, je me suis rappelé, durant ces semaines difficiles, que la littérature était faite, elle aussi, des failles, des blessures, du sang, du cœur de ses créateur·rices, et que c'était pour cet effort consacré à l'écriture que je continuerais, moi aussi, à me donner. Je ne sais toujours pas comment réagir quand je croise, dans la rue, dans mon quartier, une personne dénoncée, une personne à qui j'ai déjà fait confiance. À l'heure actuelle, je suis incapable de penser, de rêver ce milieu. Et c'est pire quand celles et ceux qui montrent patte blanche reproduisent les mêmes horreurs, la même violence.

Pendant un certain temps, les dénonciations ont mis en péril ce numéro et miné ce que la pandémie n'avait pas réussi à détruire. Les dossiers sur Kevin Lambert et les littératures queer étaient censés paraître en juin : nous avons dû les repousser à septembre. Je remercie celles et ceux qui ont rendu ce numéro possible, notamment l'agence Consulat et Martine Goyette, ainsi que la photographe Oumayma B. Tanfous, qui a embrassé le projet avec grâce. J'aimerais aussi souligner le travail de mes collègues, Alexandre Vanasse et Nicholas Giguère, et celui de Kevin Lambert, magnifique écrivain au talent immense. Avec eux, j'en suis venue à la conclusion que ces paroles et textes queer devaient vivre, que nous allions faire front commun aux critiques, aux malaises, aux non-dits et aux violences, et qu'il fallait que la honte soit nommée pour être expurgée.

1. Au cours de l'été, des groupes de discussion privés se sont constitués sur les réseaux sociaux, où des dizaines et des dizaines de femmes et des minorités de genre ont raconté ce qu'elles avaient subi, subissaient encore, dans le milieu du livre – et majoritairement de la part d'hommes : discriminations, humiliations, contacts non désirés, agressions sexuelles, abus de pouvoir ou d'autorité.

2. La déclaration commune « Violences sexuelles et abus de pouvoir dans le milieu littéraire : il est plus que temps d'agir » est disponible à la lecture sur le site de l'Union des écrivaines et des écrivains québécois (uneq.qc.ca/2020/07/15/violences-sexuelles-abus).